



Répression et violences policières ça suffit ! Vous ne nous ferez pas taire.

Depuis plusieurs mois les personnels de l'éducation sont mobilisé-es contre la Loi Blanquer sur l'école et les réformes des lycées généraux, technologiques et de la voie professionnelle.

Alors que la mobilisation s'amplifie, la répression dont notre mouvement fait l'objet a pris une tournure de plus dramatique et scandaleuse.

Ainsi mardi 21 mai après midi ce sont deux camarades qui, après la manifestation qui s'est déroulée dans une ambiance joyeuse et festive, ont fait l'objet d'une arrestation dans l'arbitraire le plus complet et avec un usage de la violence totalement irresponsable (coups de matraque, usage de gaz lacrymogènes... Une centaine de collègues se sont rassemblé-es devant le commissariat avant que nos collègues soient libérés sans poursuite en début de soirée.

Aujourd'hui, jeudi 23 mai, une centaine de collègues se sont pacifiquement rassemblé-es devant la Préfecture, Place Saint Etienne, à partir de 14 heures. A peine 15 minutes plus tard, sans sommation aucune, les forces de l'ordre ont chargés et balancé des bombes lacrymogène sur toute la place. De nombreuses-eux collègues ont été blessés par des coups de matraque et par les gaz lacrymogènes.

Ce sont ensuite une dizaine de collègues ainsi que deux étudiants qui ont été embarqués par la police au commissariat.

L'intersyndicale Snes Fsus, Snuipp Fsus, Fnef Fp Fo, Cgt Educ'action et Sud Education de la Haute Garonne dénonce avec la plus grande fermeté la violence de forces de l'ordre qui agissent à la demande du pouvoir pour faire taire les légitimes revendications des personnels et plus largement de toute la communauté éducative contre des réformes qui visent à casser notre système éducatif.

L'intersyndicale exige la libération immédiate et de tous les collègues arrêté-es, l'arrêt de ces violences et le retour au droit pour les personnels comme pour tous les citoyens d'exprimer par tous moyens leur revendications.

Nous réaffirmons notre volonté à utiliser sans compter notre droit d'expression et à nous mobiliser pour une école plus juste et plus égalitaire dans une société plus juste et plus égalitaire !

L'intersyndicale ne laissera pas remettre en cause les libertés d'expression et soutiendra avec force tout-e collègue qui serait victime d'intimidation et menace.

NB : Après 3 heures de détention et une mise en garde à vue, les 11 collègues ont été libéré-es aux alentours de 18 heures sans aucune poursuite. Le rassemblement de soutien à réuni plus de 200 collègues devant le commissariat de Toulouse cet après midi jusqu'à leur libération.

Toulouse le 23 mai 2019